

La pénurie d'eau est presque deve

Durant l'été 2022, la canicule a provoqué un record absolu de consommation d'eau potable. Les investissements des dernières décennies ont cependant permis d'éviter la rupture. De justesse.

« Ce qui s'est passé lors de l'été 2022, c'est au-delà de ce que l'on avait imaginé comme possible en 2030 », rembobine Frédéric Geffroy, en charge de l'observatoire de l'eau dans les Côtes-d'Armor. Au lendemain du record absolu de température enregistré dans le département (39,7°C, le 18 juillet à Saint-Brieuc), les Costarmoricains et les touristes n'ont jamais autant consommé d'eau potable : 185 000 m³ en une journée. Un chiffre qui dépasse largement les prévisions réalisées en 2014 par le Syndicat départemental d'alimentation en eau potable (Sdaep), qui imaginait des pics journaliers à 180 000 m³ en 2030.

Des interconnexions pour assurer la distribution partout

Ce 19 juillet, les usines de Ploufragan et Pléven, qui puisent l'eau dans de grandes retenues pour la potabiliser, ont carburé à plein régime (23 heures sur 24) pour répondre à la demande. Si l'eau a continué à couler dans tous les robinets, c'est grâce au Sdaep. Ce syndicat a dépensé 40 millions d'euros, ces dernières années, pour sécuriser l'alimentation en eau potable en créant des interconnexions entre les usines, aux quatre coins des Côtes-d'Armor. Ainsi, si le centre-Bretagne ou le Trégor sont à sec, les habitants seront approvisionnés par l'eau du Gouët ou de l'Arguenon grâce à de grandes canalisations.

Dans le département, on compte aujourd'hui quatre barrages (capacité de production de 105 000 m³/jour), 13 prises en rivière (60 000 m³/jour), et 73 prises d'eau souterraine (41 000 m³/jour) qui permettent de produire, au total, 206 000 m³ d'eau potable par jour. Plusieurs prises d'eau ont dû fermer, ces quinze dernières années en Côtes-d'Armor, après la directive européenne sur les pollutions aux nitrates.



Le barrage de Saint-Barthélemy, entre La Méauçon et Ploufragan, crée une immense retenue sur le Gouët où une prise d'eau a été installée pour alimenter l'usine de production d'eau potable de Saint-Brieuc Armor agglomération.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Avec la sécheresse, le barrage de Kerne-Uhel aurait pu se vider

185 000 m³ pour une capacité de production de 206 000 m³/jour : ce 19 juillet, « il n'y avait donc plus beaucoup de marge, c'était tendu ». Heureusement, la sécheresse historique de l'été 2022 n'avait pas encore atteint son paroxysme. En juillet, il restait un peu plus d'eau qu'en août ou septembre, où certains cours d'eau ont été complètement asséchés.

À la fin de l'été, le barrage de Kerné-Uhel, sur le Blavet, à Trémargat, se serait complètement vidé si des mesures n'avaient pas été prises. La solidarité départementale a permis de soulager le Blavet. Une vanne a aussi été ouverte sur l'étang du Rocleu, à Peumerit-Quintin, pour

remplir la retenue de Kerné-Uhel. Problème : la manœuvre, décidée en lien avec la préfecture, a un peu asséché ce plan d'eau riche en biodiversité.

L'impact de la consommation humaine sur la biodiversité

Oui, les prélèvements d'eau pour la consommation humaine et la sécheresse ont fait souffrir la nature l'été dernier dans les Côtes-d'Armor. La loi oblige les usines à préserver, dans le lit d'une rivière, un dixième du débit annuel moyen pour garantir la survie des espèces aquatiques.

« On est tombé largement en-dessous, déplore l'expert du Sdaep 22. Nous avons été obligés de demander des dérogations pour continuer à pomper de l'eau. On ne l'a pas fait

de gaité de cœur. On sait qu'on a fait souffrir le milieu. Mais sans cela, les usines de production fermaient, et on ne pouvait plus produire d'eau potable. On avait imaginé des situations de sécheresse en octobre. Mais pas en plein mois d'août, en plein pic de consommation... »

Les retenues vont-elles devenir insuffisantes ?

Yann Cauet, directeur du Sdaep, s'inquiète : « Durant la sécheresse, sans dérogation, nous aurions pu perdre 40 000 m³ de capacité de production dans les rivières [certains secteurs auraient été privés d'eau potable, NDLR]. Et ce que nous prédisent les hydrologues n'est pas rassurant : les débits des cours d'eau seront divisés par deux d'ici 2040. On mesure la difficulté dans laquelle on va se retrouver rapidement. »

« Il y a cinquante ans, nos prédécesseurs ont créé ces barrages qui nous sauvent aujourd'hui », rappelle Yann Cauet. Les deux principaux (la Ville-Hatte sur l'Arguenon et Saint-Barthélemy sur le Gouët) ont permis de conserver deux à trois mois de stock d'eau au pic de la sécheresse de 2022. Mais avec ce changement climatique qui s'accélère, les décideurs d'aujourd'hui seront-ils au rendez-vous pour protéger la ressource dans les prochaines décennies ?

« On doit changer de paradigme, explique Michel Raffray, président du Sdaep 22. Jusqu'à maintenant, on a répondu à la demande par une augmentation des capacités de production. Aujourd'hui, notre approche doit être axée sur la disponibilité de la matière première. » L'enjeu est surtout chez les habitants et les professionnels qui consomment de plus en plus d'eau : « Il faut que les habitudes changent. »

Thibaud GRASLAND.